Six mois après, et maintenant !

vendredi 26 janvier 2018, par Jean-Louis ERNIS

Un peu plus de six mois après la mise en place de l'actuelle majorité parlementaire, j'ai voulu faire le point sur la période des primaires à ce jour.

Il m'est apparu intéressant de regarder dans quelle situation se trouve la politique française et plus particulièrement où en est La France Insoumise ?

Il est fort probable que dans quelques décennies, les historiens, sociologues et autres politologues qualifieront la période, que traverse actuellement la France, d'étonnante, de trouble, d'incompréhensible et de schizophrène.

Sommaire :

L'incohérence démocratique

Les françaises et les français n'ont-ils pas fait preuve d'incohérence en élisant aux plus hautes responsabilités de l'État, un homme qui pendant près de cinq ans fut, tour à tour, l'un des plus proches conseillers du Président, de mai 2012 à juin 2014, puis Ministre de l'Economie d'août 2014 à mai 2016 d'un Président de la République honni par le peuple, au point de ne pouvoir solliciter un deuxième mandat !

Le choix fait par Hollande de privilégier la politique de l'offre (versements de fonds publics, sous diverses formes, à l'économie privée) en opposition à la politique de la demande (relance du pouvoir d'achat) fut une idée libérale de Macron et de quelques autres.

On lui doit les lois contestables et très contestées, siglées Macron I et Macron II, au final devenue El Khomri, qui provoqua les évènements sociaux que l'on connaît.

Le résultat de cette politique pratiquée pendant près de cinq ans fut loin d'être un succès puisqu'elle généra une forte augmentation du chômage.

Autre incohérence du peuple français, celle d'avoir élu un Président de la République très pro-Union Européenne alors que généralement les électeurs français boudent les urnes lors des consultations pour l'élection du Parlement européen.

Soixante pour cent d'entre eux se sont abstenus en 2009 et cinquante huit pour cent en 2014 !

Cependant, on peut peut-être excuser le peuple français qui doit faire face à un authentique jeu de bonneteau politique.

Économie libérale : la bride sur le cou

Depuis la chute du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS, ouvrant un boulevard à la globalisation financière, au néocapitalisme, au néolibéralisme – les termes ne manquent pas, la classe dominante s'organise pour assurer la pérennité de ses intérêts.

Elle sait que certaines échéances électorales propres aux États sont capitales pour son avenir. Alors en coulisse, elle tire les ficelles.

Elle n'a pas oublié l'avertissement de son mentor Ronald Reagan qui déclara au cours des années 80 « L'État n'est pas la solution, mais le problème »

Alors, faute de ne pouvoir détruire les structures étatiques, le néocapitalisme s'organise pour en contrôler les politiques économiques et donc les dirigeants.

C'est très exactement la dénonciation faite par le candidat Hollande au Bourget en 2012 quand il déclara « ...je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire c'est le monde de la finance »

Hélas, ce message criant de vérité est resté à l'état d'incantation.

Une période abjecte

Jamais depuis l'avènement de la 5ième République la période pré-électorale – présidentielle et législatives – n'aura suscité autant de lassitude, de rejet et d'écœurement, conduisant finalement les citoyens français à se réfugier massivement dans l'abstention.

A la présidentielle, au premier tour, l'abstention fut de 22,2 % et le vote blanc et nul 2,56 %. Au 2ième tour l'abstention fut de 25,8 % et 11,5 % de blancs et nuls.

Pour les législatives, au premier tour 51 % des inscrits ne se sont pas rendus aux urnes et 57 % au deuxième tour. Pour ce deuxième tour, 9,87 % des votants ont glissé un bulletin blanc soit 1.397.496 électeurs et 593.159 ont été qualifiés de nuls.

Mais pourquoi cette lassitude, ce rejet, et finalement cet écœurement ?

Entre la période des primaires de la droite et le 1er tour de la présidentielle, sept mois de bourrage de crâne et de mensonges furent imposés au peuple.

Etait-il nécessaire de vivre ces comédies politiciennes, outrageusement médiatisées, pour être persuadés de l'hérésie du système ?

Rappelons que l'invention des « primaires ouvertes » fut l'œuvre d'Arnaud Montebourg. Après le calamiteux congrès du parti socialiste tenu à Reims en 2008, théâtre d'une vraie bataille de chiffonniers, il comprit que les militants du PS n'étaient plus en mesure de tenir congrès sereinement.

D'où l'idée « d'offrir au peuple » le choix du candidat pour la présidentielle de 2011.

Cette primaire socialiste ayant conduit le vainqueur à conquérir l'Élysée, la droite, elle aussi, empêtrée dans ses querelles d'ego, pourtant peu friande de ce genre d'exercice finit par s'y

conformer.

La primaire de la droite

La primaire dite de la droite et du centre fut organisée à grands coups de trompette.

Les sondages placés dans la seringue médiatique nous envoyaient, à un rythme soutenu, des giclées de résultats si crédibles que le peuple crédule ne pouvait qu'être persuadé.

Sarkozy était en mauvaise posture, Fillon se traînait en queue de peloton, Juppé, qualifié honteusement de partisan d'une droite modérée, était le grandissime favori.

Et puis, patatras. Au soir du 1er tour de la primaire, Sarkozy subissait la honte de l'élimination, (20,71%) Juppé cirait le banc (28,6%) et Fillon s'emparait de la place de leader (44%)

Pour le deuxième tour, Fillon filait à l'anglaise avec 66,5 %, Juppé ne recueillait que 33,5 % !

La question posée fut celle de savoir comment celui qui, pendant cinq ans, passa pour le larbin de Sarkozy pu sortir vainqueur de cette primaire.

Très rapidement, l'admirateur de Margaret Thatcher dévoila au grand public son conservatisme sociétal s'alliant ainsi les traditionalistes catholiques requinqués avec le mariage pour tous, dont « Sens commun »

Au soir du deuxième tour de la primaire (27 novembre 2016) cet exercice, faussement appelé démocratique, aura, une fois de plus, montré ses limites.

En effet, il sera révélé qu'au premier tour, des électeurs plutôt habitués à voter socialiste se sont précipités aux urnes de la droite pour éliminer Sarkozy !!!

Comme si il y avait une différence notable entre Sarkozy et Fillon !

Quoi qu'il en soit, selon les prédicateurs médiatiques, promis juré, le futur Président de la République s'appellerait François Fillon.

C'était sans compter avec les révélations d'emplois fictifs d'attachés parlementaires, de sa femme, de ses enfants, de costumes offerts à 13.000 € etc.

On connaît la suite.

Le principe des primaires ne s'en sortait pas grandi.

Aujourd'hui, l'aristo de la Sarthe a quitté la politique.

La primaire des écolos

Pendant ce temps, les primaires écolos se déroulaient tant bien que mal, plus mal que bien d'ailleurs, tellement le quinquennat Hollande avait dynamité EELV. Entre les anciens ministres sortis avec l'arrivée de Valls à Matignon et ceux qui voulaient à tout prix voir figurer à leurs états de services, ancien ministre, la lutte faisait rage.

Néanmoins, le 7 novembre 2016, Yannick Jadot sortait vainqueur avec 54,25 % des voix contre 40,75 % à Michèle Rivasi.

Mais curieusement, Jadot n'ira pas au bout, il ne sera pas candidat à la Présidence de la République. Le 23 février 2017, il se désistait en faveur de Benoît Hamon.

Tout çà pour çà, encore un succès des primaires !

La « triste » alliance populaire

Puis vint le feuilleton clownesque du Parti Socialiste et de Hollande.

L'hôte de l'Élysée ayant tout au long des cinq ans expliqué que si le chômage ne diminuait pas significativement, il n'aurait aucune raison de solliciter un deuxième mandat, la chose paraissait entendue. Le quinquennat de Hollande a en effet enregistré une augmentation du chômage d'environ 200.000 personnes.

Par ailleurs, sa vie privée étalée au grand jour et le livre publié en octobre 2016 « Un Président ne devrait pas dire çà … » ont aggravé sa cote d'impopularité, déjà bien en-dessous de la ligne de flottaison.

En conséquence, le 1er décembre 2016, le Président annonçait son renoncement à solliciter un deuxième mandat.

Ouf, les candidats potentiels du PS se trouvaient libérés et prêts à affronter une primaire.

Valls quittait Matignon le 5 décembre pour se consacrer à la primaire, pompeusement appelée par Cambadélis « La belle alliance populaire »

Le premier tour (22 janvier 2017) voyait Hamon se qualifier avec 36,63 % des voix contre 31,90 % pour Valls.

Au deuxième tour (29 janvier 2017) Hamon réalisait 58,88 % et Valls 41,12 %

Puis, la désunion des socialistes constatée pratiquement tout au long du quinquennat, se concrétisa au lendemain du deuxième tour de la primaire, Valls refusant de se ranger derrière le vainqueur Benoît Hamon.

Autre curiosité de cette primaire de « La belle alliance populaire » l'attitude du « Vert » François de Rugy qui après ses 3,81 % du premier tour et sa trahison à l'égard du PS pour apporter son soutien à Macron, le conduisait à se faire élire Président de l'Assemblée Nationale.

Comme quoi, réussir des scores minables et trahir son camp peuvent conduire aux plus hauts honneurs de la République !

Ultime curiosité de cette primaire, le cas de la représentante des Radicaux de Gauche qui quelques mois après avoir concouru à cette primaire organisait la fusion avec les Valoisiens.

Les socialistes auront à leur tour apporté la preuve de l'absurdité de ces primaires.

Exit les primaires

Abordons maintenant le vécu des autres candidats, non issus d'une primaire.

Évacuons dès maintenant le Front National et sa candidate Marine Le Pen, non pour négliger le danger de ce parti, mais parce que celui-ci n'existe qu'à cause de la vacuité du PS et par l'intransigeance libérale de la droite.

Si cette année électorale doit marquer notre Histoire, l'arrivée de Macron en fera incontestablement le point d'orgue, de par sa candidature surprise.

Pour comprendre cette candidature, il faut se resituer au cœur des années 2015/2016.

Le monde des affaires est face à un brouillard politique très épais.

Mais la France ne fait pas exception, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et maintenant l'Allemagne (sous une forme particulière) sont confrontés à ce fog politique.

Le Président Hollande cumule les bourdes et traîne une cote de popularité négative. Le PS est écartelé entre les béni-oui-oui de l'exécutif et les frondeurs.

Les socialistes, même ripolinés en sociaux démocrates ou en socio libéraux n'inspirent plus confiance.

A droite, la situation n'est pas plus sereine.

Les cinq années de Sarkozy à l'Elysée n'ont pas rassuré le monde des affaires et depuis 2012, la guerre fratricide entre les clans Fillon et Copé a créé un climat délétère au sein de l'UMP, peu rassurant.

Pour le monde des affaires, il y avait donc urgence à devenir inventif d'autant que la menace Le Pen, avec son anti Union Européenne et anti euro, se faisait menaçante.

Alors, il lui fallait dénicher une « marionnette » consentante aux qualités requises :

- préserver l'intérêt supérieur de la finance,

- militer pour le fédéralisme européen,

- se montrer flexible aux exigences de la commission européenne,

- ne pas entraver la dominance allemande au sein de l'Union.

Le candidat répondant à ces critères devant être doté d'un tempérament fort, impétueux, qui ne sourcille pas face à la misère humaine née et entretenue par le néolibéralisme et sa formule européiste de l'économie libre et non faussée.

Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que nous sommes dans une période où la com. est aux avant-postes de l'activité humaine, y compris en politique.

L'année 2016 a introduit le jeunisme en politique, Justin Trudeau au Canada et Matteo Renzi en Italie, même si celui-ci a dû regagner ses pénates, battu par un référendum du 4 décembre 2016.

Incontestablement, Emmanuel Macron a bénéficié de cette mode qui passera, comme passera celle

des primaires.

Mais en attendant, celle-ci a une influence, à tel point que les groupies du Président n'hésitent pas à déclarer qu'elles incarnent le « nouveau monde », laissant à penser qu'il y aurait un « ancien monde » à bannir, mais peut-être pas au point de faire leur la formule d'Eugène Pottier « *Du passé faisons table rase* » !!!

Couper les cordons ombilicaux !

Pour ne pas déroger aux vieilles ficelles politiciennes du « Plus c'est gros, mieux çà passe » les macronistes entonnent un refrain « Ni de droite, ni de gauche »

Derrière cet aphorisme se cache en vérité une volonté de couper plusieurs cordons ombilicaux.

En premier lieu celui qui a relié Macron à Hollande pendant les cinq dernières années.

Les macronistes ne veulent pas que la rumeur publique entretienne l'idée que Macron c'est la suite de Hollande. Et pourtant !

En second lieu, les liens avec la droite, comment y échapper puisque les postes principaux sont assurés par des hommes de droite ?

Le Premier ministre fut l'un des hauts cadres des LR puisqu'il contribua activement à la création de l'UMP aux côtés de Juppé en 2002.

Le Ministre de l'Économie et des Finances fut, à plusieurs reprises, Ministre des gouvernements Fillon sous le quinquennat Sarkozy. Il se présenta aux primaires de la droite en novembre 2016 et réalisa un score minable de 2,4 %, ce qui ne l'empêche pas d'occuper un poste stratégique dans le gouvernement Philippe.

Le Ministre de l'Action et des Comptes Publics fut le porte-parole de Sarkozy, lors de la campagne pour la présidence de l'UMP, en 2014.

En 2007, il fut le directeur de campagne du sulfureux Christian Vanneste classé très, très à droite, peut-être plus à droite encore que Wauquiez !!!

Enfin, le Secrétaire d'État à la Transition Ecologique et Solidaire fut directeur adjoint de la campagne de François Fillon jusqu'à la date où celui-ci fut mis en examen pour emplois fictifs.

Remarquons que ces hommes de droite avaient, dès décembre 2016, adoubé le programme de Fillon, encore plus réactionnaire que celui de Macron.

En clair, les politiques appliquées depuis plusieurs années par Sarkozy, Hollande et Macron sont toutes d'essence libérale, la seule différence est une question de degrés.

Supprimer l'impôt sur les grandes fortunes, modifier profondément le code du travail en affaiblissant la protection des salariés, entre autres, sont des mesures à l'avantage exclusif du capital.

Le modèle allemand

Il va sans dire que la pratique politique d'outre-Rhin associant dans un même gouvernement les partis SPD/CDU/CSU a donné des idées aux affairistes de l'hexagone.

Notre Constitution n'étant pas la sœur jumelle de la Constitution allemande (dénommée loi fondamentale), il a fallu se limiter à contourner l'obstacle en associant des hommes et des femmes, et non des partis, autour d'idées communes constituant le néolibéralisme.

Hollande ayant fait tomber ce qui restait de la digue socialiste, il suffisait de quelques astuces du genre « Ni de gauche, ni de droite » pour reproduire quasi à l'identique le système allemand.

Gueule de bois politique

Au lendemain de cette chiante période électorale, la France se réveille avec une violente gueule de bois politique.

Pas un parti ne sort indemne de cette chienlit.

- Le parti Socialiste est décapité.

Plusieurs de ses membres ont opté pour LREM, d'autres ont « innové » avec Nouvelle Gauche d'autres encore ont créé Génération.s.

Que reste-t-il de la rue de Solférino, pas même l'immeuble qui est vendu ?

- La droite bonapartiste n'est pas dans un meilleur état.

Une partie s'est réfugiée opportunément dans le macronisme, prétextant un profond désaccord avec les partisans d'une droite forte, d'une droite « buissoniste » feignant d'ignorer que l'un des leurs, devenu ministre, a fricoté avec les milieux homophobes et catho- traditionalistes !

L'autre partie, bien que s'en défendant, opte pour une droite dont les contours peuvent se confondre avec l'extrême droite.

- La droite orléaniste en lambeaux

Pudiquement appelée « centriste » cette droite subit également la bourrasque politique.

L'UDI s'est désintégrée.

L'une de ses composantes, le Nouveau Centre, a repris sa liberté, à supposer qu'elle l'ait un jour perdue.

- Quant aux partis croupions, les radicaux de gauche et les valoisiens, ils ont allié leurs destins par une réunification. Mais un petit, plus un autre petit n'ont jamais fait un gros.

Notons que malgré cette chienlit, un point commun rassemble ce beau monde, la soumission du monde du travail au pouvoir capitaliste !

Les cocus, toujours les mêmes !

Dans ce capharnaüm politique, tout le monde n'est pas victime.

En France, en 2016, le nombre de millionnaires a augmenté de 6 %.

La lutte des classes se porte admirablement bien, mais ce sont les détenteurs de capitaux qui la pilotent. Ils n'ont qu'une commande, celle de l'accélérateur.

Pour les défenseurs de l'Etat-Nation, de la République laïque et sociale, de la répartition des richesses produites, un mince espoir subsiste avec « La France Insoumise », mais sa description est complexe.

Le couloir est étroit, il est bordé d'un côté par la volonté de ne pas tuer ce qui reste d'espoir de gauche, et de l'autre par celui de s'interdire une quelconque complaisance à l'égard de ce qui est difficile à identifier, puisque La France Insoumise s'oppose à l'appellation de « parti »

Un Front de Gauche bringuebalant !

La France Insoumise a succédé au Front de Gauche, le tout sur une période de 9 ans.

L'occasion de faire un bilan succinct.

Disons-le sans complaisance, neuf ans pour voir 17 élus (es) à l'Assemblée Nationale, à ce rythme, le capital a encore de beaux jours devant lui.

Fin 2008, Jean-Luc Mélenchon quitte le Parti Socialiste avec son camarade Marc Dolez et crée le Parti de Gauche. Très rapidement, en association avec le PC, le Front de Gauche voit le jour.

Cette association est, dès le départ, quelque peu bancale, le nucléaire civil est un profond point de discorde, surtout quand le programme politique du PG associe socialisme et écologie.

De vieux contentieux remontent à la surface, notamment en 2009 lors de la constitution de listes pour les européennes. Dans la circonscription Nord-Ouest, le PC s'oppose à la candidature d'un membre éminent du PG, ex-PS.

Le duo PC/PG tourne au duel.

En interne, JLM minimise la situation, mais tente un curieux rapprochement avec le NPA.

C'est un premier trouble dans la ligne politique du PG, non pas que le NPA serait infréquentable mais parce qu'il n'est pas porteur des valeurs de l'Etat-Nation et de la République sociale et laïque.

Le NPA prône la révolution au sens plein du terme et l'altermondialisme qui ne peut se confondre avec l'internationalisme ouvrier. Aux cantonales de 2011, il tenta de présenter une jeune femme voilée, qui au final retirera sa candidature.

JLM, ne recevant qu'une polie fin de non-recevoir du vieux parti trotskiste, il tente sa chance du côté d'EELV.

Deuxième trouble, les Verts sont des partisans déterminés du fédéralisme européen, n'éprouvant aucun intérêt pour la souveraineté nationale. Ils n'organisent pas de congrès nationaux, mais des

congrès interrégionaux !

La tentative de JLM tourne en eau de boudin. Des propos acerbes sont échangés avec Cécile Duflot.

Le chemin tracé par JLM se fait de plus en plus tortueux et trouble des militants.

A la présidentielle de 2012, il est crédité de 11,1%, ce qui est honorable, mais reste un succès relatif.

Il obtient les voix du PC, siphonne une partie des voix de l'extrême gauche et grignote quelque peu sur l'électorat du PS, mais sans plus.

Au premier tour des législatives, le Front de Gauche obtient 7 % et finalement 10 élus dont 9 du PC. De la mandature précédente, le PC avait 16 sortants.

La déception tient au fait qu'entre la présidentielle et les législatives, 4 points ont été perdus et les dix élus ne suffiront pas à constituer un groupe FdG. Il faudra une alliance avec des ultra-marins pour être représentés à l'Assemblée Nationale.

Par la suite, les nuages s'amoncellent dans le ciel du Front de Gauche au point qu'en 2014, lors des élections municipales, les listes Front de Gauche sont difficiles à constituer.

Le fait marquant se déroule à Paris, puisque des candidatures communistes et de la Gauche Unitaire préfèrent figurer sur la liste d'Anne Hidalgo (PS), rejetant celle de Danielle Simonnet (PG)

On peut dire que là, le divorce entre le PC et le PG est consommé.

S'en suit une bataille de chiffonnier autour du sigle Front de Gauche que le PC usurpe allègrement.

Un Front de Gauche bringuebalant !

C'est alors que Jean-Luc Mélenchon crée en février 2016 « La France Insoumise » avec un mode de fonctionnement particulier, basé essentiellement sur le principe des réseaux sociaux.

Le but est de préparer les échéances électorales de 2017.

Si le score réalisé à la présidentielle est honorable, aux législatives il est très décevant.

Faut-il s'en étonner ?

Jean-Luc Mélenchon a conduit la campagne présidentielle de main de maître, tant sur la forme que sur le fond. Le programme « L'Avenir en commun » est un vrai programme républicain, social, laïc et écologique.

Mais pourquoi la campagne des législatives a t'elle été à ce point négligée ?

A un journaliste qui faisait la remarque quelques semaines avant le premier tour de la présidentielle, l'un des proches de JLM répondait « les législatives bénéficieront de la dynamique de la présidentielle »

Le résultat, 8 points de perdus entre le score du premier tour de JLM, 19,3 %, et le résultat de la FI au 1er tour des législatives, 11,2 %

Qu'il soit permis de s'interroger si cette négligence pour les législatives était volontaire ou résultant d'un manque de militants ?

Finalement, le groupe parlementaire de la FI est hétérogène.

Sur certains sujets comme la laïcité et le communautarisme, il montre des divergences. Sur la question du communautarisme, un voile (sans jeu de mots) entretient un doute. Il n'y a pas que la députée Obono qui se marginalise. Dans la 1ière circonscription de l'Essonne, pour le 2ième tour, la candidate de La France Insoumise n'a pas refusé l'appel, du sulfureux « humoriste » Dieudonné, à voter pour elle !!! Sur un tel sujet, la formule « La fin justifie les moyens » n'a pas sa place.

Cependant, globalement, ses députés sont actifs, très actifs même, mais en trop petit nombre pour avoir de l'influence.

Exhiber des boîtes de conserves dans l'hémicycle pour imager la réduction de cinq euros sur l'allocation logement et porter un maillot de foot d'un club local pour stigmatiser la gabegie financière des clubs pro, relève plus d'un comportement de militants associatifs ou syndicaux que de parlementaires.

Hélas, il faut craindre que l'ensemble du quinquennat soit de cette veine.

S'il en est ainsi, le bilan sera pauvre. Entre la création du PG (2008) et la fin de ce quinquennat (2022) 14 années se seront écoulées sans que rien de concret à gauche ne soit enregistré.

Ce n'est vraiment pas sérieux et c'est la plus faible critique que l'on puisse émettre.

Des polémiques stériles

Après les débats parlementaires en lien avec les ordonnances, dites de la loi travail, qu'il fallait mener mais sans conviction compte-tenu de la composition de l'Assemblée Nationale, la période qui s'en est suivie fut pathétique.

Même si le rassemblement du 23 septembre organisé à Paris par La France Insoumise fut un succès, la polémique avec les organisations syndicales a été ridicule.

Annoncer une manif d'un million de personnes sur les Champs Élysées était, pour le moins, scabreux.

Mélenchon s'est pris les pieds dans le tapis.

Visiblement, il n'a pas compris, ou il ne veut pas comprendre, l'état dans lequel se trouvent les appareils syndicaux et plus largement le monde du travail.

Depuis la fin des années 90, avec une accélération au milieu des années 2000, il n'y a plus de confédérations syndicales attachées à la lutte des classes.

Toutes sont adhérentes à la Confédération Européenne des Syndicats, un court temps appelée Confédération Européenne des Syndicats Libres !

Or, cette organisation est devenue (peut-être depuis toujours) un outil intégré à l'appareil européiste. D'ailleurs, aucune confédération syndicale française ne s'offusque d'être qualifiée de « partenaires sociaux » et de pratiquer le stérile « dialogue social »

Ces termes sont intégrés au langage syndical courant !!!

Quant aux salariés – ceux qui ont un travail permanent à temps plein – hélas, pour la majorité d'entre eux, le combat ouvrier n'est plus la préoccupation première.

Il fut une époque où faire grève était un honneur de classe, perdre du salaire pour sauver sa dignité était une fierté. Et tant pis, si la perte de pouvoir d'achat conduisait à « manger des patates et des nouilles » plus qu'habituellement.

Aujourd'hui, la priorité des dépenses est d'une autre nature.

Pas question de se priver de son smartphone et des applications qui vont avec. Facebooker, Twitter, entre autres nouveaux moyens de communiquer, sont devenus les raisons d'exister.

Pas question de se priver des chaînes payantes au travers desquelles on s'extasie devant des millionnaires en short, adeptes des paradis fiscaux, tapant dans un ballon.

En à peine trente ans, le capital a réalisé ce tour de force, individualiser les salariés en les qualifiant, de surcroît, de « collaborateurs »

Il est curieux que Mélenchon ignore cette situation.

Pour revenir aux confédérations syndicales, un autre élément semble être oublié par JLM.

La loi du 20 août 2008 organise la représentativité des organisations syndicales par compilation des résultats aux élections de représentativité des organismes de concertation des entreprises.

Pour la période des quatre prochaines années, les résultats et le classement ont été rendus publics en mai dernier.

Un véritable coup de tonnerre a claqué dans le monde syndical.

Pour la première fois depuis l'existence du mouvement ouvrier français, la CGT n'est plus la première organisation. La CFDT s'est hissée sur la première marche du podium.

Quant à FO, si elle se maintient au 3ième rang, elle recule dans 11 régions sur 13 et, pire encore, elle passe au 4ième rang en Ile de France, dépassée par la CFE/CGC !

On peut penser que cet échec, sinon ce revers, a fait réfléchir les cadres de FO et les partisans du syndicalisme d'accompagnement ont pris le pas sur les adeptes d'un syndicalisme de rapport de force. En clair, l'implication de FO au côté de la CGT, pour s'opposer à la loi El Khomri, après l'opposition à la réforme des retraites, n'a pas été récompensée. D'ailleurs, au cours de l'été, Mailly avait annoncé la couleur en osant comparer les ordonnances de la loi travail de Macron avec les ordonnances créant, en 1945, la Sécurité Sociale.

Clairement, dans cette affaire de loi travail, FO a voulu sauver son appareil.

Quant à la « Charte d'Amiens » faut-il rappeler que depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ce texte voté en 1906 par la CGT originelle (avant le congrès de Lille de 1921) n'a été la référence que pour la CGTFO ?

Jamais la CGT et la CFDT n'en ont fait leur ligne de conduite.

Le coup de grâce à ce texte fondateur de l'indépendance syndicale corollaire de la lutte des classes

fut donné par Mailly lors d'une honteuse commémoration du centenaire, aux côtés de Thibault et Chérèque en 2006 !!!

On ne peut clore l'analyse de cette période sans évoquer « l'Emission Politique » du 30 novembre.

Ou Mélenchon est crédule, ou il présume de ses possibilités (même s'il en a de fortes)

Bien évidemment, les journalistes et autres animateurs de cette émission ont été ignobles à son encontre, mais on ne peut, à longueur de colonnes, parler de médiacrates, de valets de la finance et attendre de la complaisance de celles et de ceux qui font la ligne éditoriale de l'émission.

JLM s'est lui-même piégé le jour où, choisi pour être le contradicteur du Premier ministre, il a émis l'idée d'être le prochain invité principal de l'émission.

Il y a quelque chose de curieux et de difficile à cerner dans la stratégie de JLM.

Il crie à cor et à cri qu'il n'est pas le leader de La France Insoumise, mais il court derrière les micros et les caméras !

La France Insoumise, absente sur le terrain !

Pendant ce temps, sur le terrain, on cherche les militants.

Dans l'Eure, département où je réside, on attend désespérément l'expression publique de la FI sur les grands sujets qui préoccupent le monde du travail.

Depuis le 1er tour des législatives, aucun message n'a été diffusé, aucune réunion politique organisée ! Une seule info a été donnée. La presse régionale (Paris-Normandie du 13 novembre) a fait le point sur lesdites forces de gauche pour les élections municipales de 2020 dans la ville-Préfecture.

A cette occasion, on a pu constater l'existence d'un porte-parole de la FI, quasi inconnu du grand public, pour expliquer « Notre préoccupation actuelle tient à la préparation fin novembre de notre convention nationale » Depuis, rien !!! En fait, la FI tourne sur elle-même.

Agir concrètement ou faire de la figuration

La France Insoumise fera bien ce qu'elle voudra mais si elle veut être utile à la mise en place d'une République sociale et laïque, elle doit changer de stratégie pour faire partager au plus grand nombre « L'Avenir en commun »

C'est l'une des conditions d'accès au pouvoir et de s'y maintenir démocratiquement avec le soutien du peuple.

Est-ce nécessaire de rappeler qu'il y a urgence ?

S'opposer à la structuration du « mouvement » en « parti » est une erreur que le suffrage universel finira par sanctionner.

Les moyens modernes de communication ne remplaceront jamais les indispensables débats en salle, les confrontations d'idées parfois vives, conduisant à accepter le vote majoritaire s'agissant de l'élection des responsables, du programme politique, des candidats aux élections etc…

L’indispensable émancipation qui manque cruellement au peuple se gagne par ce type d’exercice. Dans une démocratie responsable, le mandat reste le meilleur des systèmes, à défaut pour certains d’être le moins mauvais !

La question majeure est celle du respect et du contrôle du mandat.

Les arguments avancés par la FI pour s’opposer à la forme « parti » ne sont pas crédibles.

Au cours des trente dernières années, pour ce qui est de la gauche en général et du Parti Socialiste en particulier, ce sont les jeux d’appareils et le carriérisme des hommes et des femmes qui ont discrédité les partis et leurs idéologies.

Clouer au pilori la forme « parti » est une faute

En 1983, est-ce la forme juridique du « parti » socialiste qui fut responsable du changement radical de politique, tournant le dos au programme qui avait fait élire une majorité d’Union de la Gauche, ou la veulerie d’élus préférant suivre aveuglément François Mitterrand ?

En 1992, est-ce la forme juridique de « parti » qui fut la cause de la perte de souveraineté monétaire de la France, ou l’ambition teintée de mysticisme de Mitterrand voulant laisser une trace dans l’Histoire, suivi par d’inconscients carriéristes ?

Plusieurs ministres de l’époque ont expliqué, après coup, que le volumineux Traité de Maastricht posé délicatement sur la table du Conseil des Ministres avait été approuvé, sans que le bouquin n’ait été ouvert !

On pourrait citer bien d’autres cas de ce genre, comme le gouvernement Jospin qualifié de « gauche plurielle » qui a le plus privatisé de secteur public, pourtant cité en référence par Mélenchon !

Mélenchon a également participé au discrédit politique en marchandant, selon ses dires, avec Hollande le poids que représentait son courant au sein du PS !

Est-ce la forme juridique de « parti » qui est responsable de la trahison des élus (es) et militants socialistes, Fabius en tête, s’asseyant sur le vote des citoyens qui lors du référendum du 29 mai 2005 avait rejeté le TCE ?

Hélas, la forme « mouvement » ne garantit nullement la protection contre les dérives politicardes.

Récemment, JLM n’a t’il pas félicité les autonomistes corses pour leur succès au premier tour, se vengeant ainsi des communistes de l’île de beauté avec qui les relations sont plus que tendues ?

Or, ces autonomistes corses ne cachent pas, qu’à terme, leur objectif est l’indépendance.

Mélenchon ne pousse t’il pas le bouchon un peu loin quand il explique que l’autonomie des territoires est compatible avec la République une et indivisible ?

A propos de République sociale, laïque, une et indivisible, JLM déclare qu’il n’y a pas trop de communes mais, au contraire, pas assez.

Or, que fait sur le terrain, La France Insoumise face à la loi NOTRe qui mine les fondements de la République, c’est à dire son maillage communal ?

Nombre de maires de petites communes rurales sont pris dans l'étau de la rigueur budgétaire et, faute de soutiens politiques, se voient contraints d'accepter des fusions de communes. Dans mon secteur, un canton rural de 5.000 habitants, d'une superficie de 165 km², (comparativement la superficie de Paris est de 105 km²) a été transformé en commune. Le seul vecteur économique est l'agriculture intensive qui, en finalité, détient la maîtrise du territoire.

Et que fait la FI ?

Ses militants sont réunis en convention, ils remplissent des livrets….. Ah, Ah, Ah !!!

Il n'y a pas de temps à perdre

A cette allure, dans vingt ans, nous n'aurons pas évolué d'un pouce. Non seulement, la situation ne se sera pas améliorée mais, au contraire, elle se sera aggravée.

Entre temps, Mélenchon aura dégoté un chapeau à plume et l'Europe fédérale sera devenue une réalité.

L'extrême droite, ès qualités, aura pris le pouvoir, seule ou en coalition avec des partis qualifiés de républicains, déclarant hypocritement maîtriser la situation et sauver l'essentiel de nos « valeurs » !

Pour contenir la délinquance et la violence en progression consécutivement à la paupérisation du peuple, les droits fondamentaux disparaîtront au nom de l'indispensable redressement de la France. Des partis ayant œuvré sous la 5ième République n'hésiteront pas à appliquer des politiques répressives voire liberticides.

L'histoire témoigne de cette conversion. Le vote des pleins pouvoirs à Pétain en juin 1940 l'atteste.

Pour éviter cette catastrophe, un travail de fond et de terrain doit s'organiser pour que le peuple en souffrance retrouve confiance en lui, reprenne conscience de sa condition de classe et reconstitue sa force.

Le constat est évident, au fil du temps, le néocapitalisme a réduit, pour ne pas dire fermé, l'espace de liberté politique sur le lieu du travail.

Dans un contexte de rareté et de précarité de l'emploi, et de salaire contraint, quel salarié aujourd'hui peut braver son employeur par la revendication ?

Encore moins par la grève !

Même les agents de la Fonction Publique sont pris dans cet étau.

Le seul espace de liberté politique restant est la gestion de la cité.

Un travail énorme existe pour les citoyens qui refusent la situation actuelle.

Les organes délibérants, conseils municipaux – conseils communautaires – conseils départementaux – conseils régionaux – ont des obligations de publication et de transparence à l'égard des citoyens.

Faute d'effectifs en suffisance, les contrôles de légalité ne sont plus faits de manière systématique par les services de l'État.

Les marchés publics sont très souvent organisés dans l'opacité, y compris les délégations de service public, comme la distribution et le traitement de l'eau.

Le moindre dossier engagé se traduit par le recours à un cabinet conseil dont les négociations prestations/émoluments relèvent de la nébuleuse.

Ce travail de surveillance et de contrôle est un excellent lieu de formation et donc d'émancipation pour affronter les combats de plus grande ampleur.

Peu de ces organes délibérants respectent leurs devoirs et hélas peu de citoyens se préoccupent de ces dérives.

Le droit est une chose, le faire respecter en est une autre. Et pourtant, les moyens existent.

Les séances délibératives sont publiques. Les invitations doivent être publiées.

Les comptes-rendus doivent être affichés sous huitaine.

En cas de non respect par la collectivité, tout citoyen peut saisir

le représentant du Défenseur des Droits.

L'accès aux documents administratifs liés à la collectivité est libre à tout citoyen.

En cas de non respect de la collectivité, le recours à la Commission

d'Accès aux Documents Administratifs est offerte à tout citoyen.

Enfin, le recours au Tribunal Administratif est, lui aussi, offert à tout citoyen.

Pour structurer l'action découlant de ces droits, la loi du 1er juillet 1901 permet la création d'associations et donc la mise en place de groupes de pression.

Peut-être que les solutions préconisées seront considérées très en deçà de l'enjeu, certes ?

Mais considère-t-on que l'assise populaire est suffisamment armée intellectuellement pour affronter les défis, tel le retour à la souveraineté des Etats, et donc des peuples, en particulier la souveraineté monétaire ?

L'exemple britannique devrait nous alerter.

Depuis le choix des britanniques de sortir de l'Union Européenne, les européistes de tout poil, avec pour tête de pont la majeure partie des médias français, ne ratent pas une occasion de critiquer ce choix quand le gouvernement du Royaume-Uni rencontre des difficultés dans la négociation.

L'idée de refaire un référendum, dans le but d'obtenir un « oui » à l'UE, est à chaque fois réitéré.

D'où une pression énorme sur le peuple.

Même s'il faut raison garder en matière de comparaison, aux heures les plus sombres de notre histoire, la mobilisation du peuple sur le terrain n'a t'elle pas jouer un rôle majeur ?

Quand les politicards auront perçu que le peuple a décidé de s'organiser à partir du terrain, leur arrogance faiblira.

L’heure n’est plus aux études, aux rapports et autres constats alarmants, mais à l’action concrète.